



CTL DU 27 MAI 2015... DECLARATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Dans un contexte de plus en plus difficile pour les personnels des Finances, la direction locale continue à faire comme si de rien n'était et déroule son programme de restructuration et de gestion de la pénurie.

La CGT Finances Publiques et Solidaires Finances Publiques tiennent à rappeler qu'ils sont plus que jamais dans une situation de refus de participer aux instances techniques locales (CTL) compte tenu de l'attitude méprisante de la DG et de son refus d'honorer son engagement de recevoir une délégation syndicale de la DRFiP 13 (antenne d'Aix, accueil Sadi Carnot...).

Il est à constater que ces instances se limitent à entériner le massacre organisé des services et notamment du Service Public Financier.

Pour ce qui est du budget 2015, nous ne pouvons que nous indigner de la reconduction des baisses drastiques opérées en 2014 ce qui va avoir pour conséquence une nouvelle dégradation des conditions de travail des agents et du Service Public (nettoyage des locaux en déshérence, abandon de l'envoi des pièces de procédure en recommandé AR ce qui nous place dans la plus totale illégalité...).

C'est inacceptable !!!

Inacceptable également, l'indigence des moyens alloués à l'informatique et à la bureautique dans les services où l'on constate l'obsolescence de nombreux matériels ce qui dans ce cas aussi, contribue aux dégradations citées précédemment.

A vous lire, la campagne IR 2014 (vous direz de même celle de 2015), s'est déroulées dans les meilleures conditions (sic).

Ce ne sont pas les échos que nous avons de la part des personnels mais aussi des contribuables, qui sont accueillis de manière de plus en plus précaire.

Faut-il y voir l'avenir du Service Public Financier à moins que notre salut et le leur passe nt par les Centres de contact que notre directeur général et les ministres appellent de tous leurs vœux, mais que les personnels rejettent massivement !

La pénurie d'emplois due aux suppressions massives et à l'absence de recrutement met en péril tous les services et postes de notre administration sans compter les fermetures et les concentrations qui se profilent avec la mise en place de l'ASR (adaptation des structures au réseau).

En cela l'exemple du service des pensions est symptomatique de la politique actuelle à savoir « charger une barque » déjà trop pleine. Voilà ce qui est en train de se passer avec l'adjonction de charges supplémentaires qui vont induire une réorganisation de la manière de travailler de ce service (notamment au niveau de la gestion du courrier) et surtout par voie de conséquence un abandon de mission qui révolte les personnels.

Bien entendu, pour la direction, même si elle reconnaît une augmentation de la charge de travail, c'est une opération anodine qui ne nécessite même pas la saisine du CHS-CT (c/f la fiche d'impact) !!!

Autre exemple de service en perdition, la Trésorerie d'Aix Hôpital où les agents « à bout » ont demandé à être reçus par la direction afin de crier leur mal-être et leur ras le bol d'une situation qui met leur santé en péril...